LE POULET CANADIEN

Volume 8, Numéro 8, novembre/décembre 2006 Publié par Les Producteurs de poulet du Canada LE POULET CANADIEN

Le point sur la grippe aviaire

La surveillance des oiseaux sauvages aux États-Unis révèle des sous-types de grippe aviaire qui ne sont pas de la souche asiatique

Le *Department of Agriculture (USDA)* et le *Department of the Interior (DOI)* des États-Unis ont annoncé à ce jour 12 résultats de tests présumés positifs ou confirmés dans six états (Michigan, Maryland, Pennsylvanie, Montana, Illinois et Ohio). Ces échantillons ne contiennent pas la souche H5N1 hautement pathogène qui s'est répandue chez les oiseaux en Asie.

On s'attendait à trouver ces virus chez les oiseaux sauvages. Les virus de la grippe circulent librement parmi les oiseaux sauvages avec une incidence faible ou nulle sur la santé des oiseaux ou du public.

Dans tous les cas, des échantillons ont été prélevés sur des oiseaux en santé et les résultats des premiers tests dans certaines régions indiquent la présence de virus de la grippe aviaire faiblement pathogènes et non asiatiques qui ne constitue aucun risque pour la santé humaine.

Canada – Aucune présence de la souche asiatique de la grippe aviaire

L'étude canadienne inter-agences sur la grippe aviaire chez les oiseaux sauvages en 2006 a été lancée le 18 mai par Environnement Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Agence de santé publique du Canada et le Centre canadien coopératif de la santé de la faune. L'Étude portera sur les oiseaux sauvages du Canada afin de déterminer la prévalence ou la présence de grippe aviaire le long des voies des oiseaux migrateurs.

Le sondage permet aux autorités responsables de la santé des animaux et des humains de mieux comprendre la présence et les caractéristiques des souches typiques de GA au sein de la population d'oiseaux sauvages en Amérique du Nord. À ce jour, presque tous les échantillons ont fait l'objet d'un test et le reste sera achevé d'ici la fin de 2006. Jusqu'ici, on n'a détecté aucun virus de la souche asiatique de la grippe aviaire.

Au Canada, les producteurs de poulet appuient l'étude sur les oiseaux sauvages effectuée pour mieux comprendre les formes des virus tel celui de la grippe aviaire, conscients que les maladies des animaux constituent une responsabilité partagée entre l'industrie et le gouvernement.

Les agriculteurs du Canada continuent d'appliquer des mesures de biosécurité rigoureuses pour s'assurer que les fermes d'élevage intérieur de poulet et que la moulée, l'eau et l'équipement utilisés dans leurs exploitations ne sont pas exposés aux éléments pathogènes et contaminants possibles.

Derniers rapports – la grippe aviaire pourrait venir en Amérique du Nord

Des articles récents rapportent que la souche H5N1 de la grippe aviaire entrera probablement en Amérique du Nord par l'importation de volailles infectées.

Des chercheurs britanniques et américains ont récemment publié un rapport qui explique de quelle façon le commerce de la volaille est la source de la dissémination (avec les oiseaux migrateurs qui y contribuent), alors que la souche asiatique H5N1 du virus est partie de Chine pour passer en Asie et en Europe, puis au Moyen-Orient et en Afrique.

« Nous en concluons que la stratégie la plus efficace pour prévenir l'introduction du H5N1 en Occident est d'établir des contrôles rigoureux ou de bannir l'importation de volailles et d'oiseaux sauvages en Amérique et d'appliquer des mesures plus strictes pour freiner le commerce illégal », écrivaient les chercheurs dans un numéro en ligne des *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

À travers le monde

Le 28 novembre – La Corée du Sud déclare un deuxième cas de grippe aviaire H5N1 dans une ferme d'élevage après avoir confirmé quelques jours plus tôt sa première flambée de cette souche dans les trois dernières années.

Le 29 novembre – L'Organisation mondiale de la santé confirme un autre décès en Indonésie. Le bilan total attribué à la grippe aviaire est maintenant à 154 décès.

Note sur la chasse

À ce temps-ci de l'année, la chasse aux canards et aux autres oiseaux sauvages est courante au Canada. Le contact avec les formes faiblement pathogènes du virus de la grippe aviaire ne constitue aucun risque connu pour les chasseurs et les chiens de chasse. Toutefois, comme ils l'ont toujours fait, on encourage les chasseurs à utiliser des pratiques d'hygiène sensées comme se laver les mains et la cuisson complète dans la manipulation et la préparation du gibier de quelle que sorte qu'il soit. On encourage les chasseurs à consulter les responsables locaux de la faune pour obtenir plus d'information.

Les Producteurs de poulet du Canada
Chicken Farmers of Canada

DANS CE NUMÉRO

2 Rappel en matière de biosécurité - Visiteurs non autorisés
3 Conseil national pour la protection des animaux
4 En Bref
5 Prix 2006 du secteur canadien des productions animales en transfert technologique et service au public
6 Négociations officiellement suspendues... pour vraiment négocier !

Publications Mail Agreement Number 40063043

Hé ! Y'a du nouveau : www.poulet.ca

Rappel en matière de biosécurité – Visiteurs non autorisés

À ce temps de l'année les activistes pour la défense des animaux deviennent plus actifs, voire jusqu'à entrer sur des propriétés interdites et davantage, surtout à l'égard des fermes. On fait rapport chaque année de nombreux incidents partout au Canada, et ce genre d'activités augmente.

Notez qu'il y en a eu au cours des derniers mois, alors il importe plus que jamais que les producteurs prennent toutes les précautions nécessaires pour sauvegarder leurs entreprises, leurs fermes et leurs animaux.

Aide-mémoire en fait de sécurité :

- Soyez aux aguets quand des visiteurs non prévus se présentent. En vous tenant aux normes de sécurité les plus élevées, vérifiez toutes demandes de tournées, d'emploi, d'information ou de prise de photographies.
- Passez en revue tous vos protocoles de sécurité et de visites.
- Appelez votre Office de commercialisation provincial et la police, pour signaler toute personne suspecte qui entre dans votre propriété privée, ainsi que tout incident suspect, et fournissez, autant que possible, des détails et des photographies.

En majorité, ces incidents se produisent pendant la journée alors que les visiteurs se promènent sur les terrains de la ferme. Lorsqu'ils sont interrogés, les contrevenants vont soit répondre qu'ils se sont égarés, soit qu'ils connaissaient la propriété jadis, etc. Parfois ils se dérobent sans rien dire.

Ces incidents nous rappellent l'importance de la sécurité, de la biosécurité et du droit à la vie privée dans nos fermes.

Nous sommes responsables de rester à l'affût et de maintenir les mesures de biosécurité les plus rigoureuses possibles dans nos fermes.

Soyez vigilants!

Quoi faire?

1. Partagez cette information avec d'autres.
2. Signalez TOUTE activité suspecte ou illégale. Inclure la date et l'heure, la description des contrevenants (plaque d'immatriculation, vêtements, aspect physique, etc.). Décrivez la nature de l'incident, y compris les demandes de renseignements douteuses; les intrus et l'activité illégale; les menaces reçues ainsi que la correspondance et les appels téléphoniques malveillants ou inusités; vols et vandalisme, ou autre délit pertinent.
3. Déposez un rapport auprès de la police au sujet de toute activité illégale et gardez-en une copie pour vos dossiers. Avisez votre Office provincial.
4. En informant votre Office provincial si un journaliste vous demande une entrevue sur un sujet délicat comme la défense des animaux ou de l'information sur un incident précis, on pourrait en alerter d'autres car souvent les activistes contactent d'abord les médias. La vigilance est toujours recommandée. Si vous doutez des papiers d'identité de certaines personnes (surtout les étudiants et les média), il est toujours prudent de vérifier avant de répondre à leurs questions.

Programme éducatif sur la grippe aviaire à l'intention des consommateurs

Les Canadiens adorent le poulet, et avec raison! Ils apprécient sa saveur, sa texture, sa polyvalence et sa commodité. Mais ils veulent aussi en savoir davantage au sujet du poulet qu'ils achètent chez leur épicier ou au restaurant.

Du poulailler à l'assiette, l'industrie avicole canadienne dans son ensemble veille à faire preuve d'ouverture et à communiquer proactivement au sujet de l'élevage du poulet au Canada, de même qu'au sujet de questions telles que le soin des animaux et la grippe aviaire.

L'été dernier, les Producteurs de poulet du Canada ont mis en œuvre un plan destiné à créer des ressources pour les divers intervenants de la chaîne de valeur, notamment les industries de la restauration et de l'épicerie, afin qu'elles puissent relayer l'information à leurs clients.

De par leur rôle au sein d'une industrie qui travaille directement auprès des consommateurs, les restaurateurs et les épiciers sont souvent sur la première ligne pour recevoir les questions des consommateurs au sujet de la grippe aviaire et de la souche asiatique de ce virus, qui soulèvent des inquiétudes.

Les employés de ces industries peuvent également avoir des questions au sujet de la grippe aviaire ou de la façon dont on élève les poulets au Canada.

En réponse à ce besoin, les PPC ont entrepris, en partenariat avec les offices provinciales et des partenaires de tous les segments de l'industrie avicole, d'élaborer une série de ressources destinées à renseigner les restaurateurs et les épiciers, de sorte qu'ils puissent trouver réponse à leurs propres questions et à celles qui leur sont adressées relativement à l'élevage des poulets et à d'autres enjeux, telle la grippe aviaire.

Ces publications sont offertes à tous les intervenants qui peuvent en faire bon usage; on peut les télécharger à partir du site internet des PPC, dans la section « Ressources sur la grippe aviaire disponibles aux membres de l'industrie » qui figure à la barre de navigation située à la gauche de l'écran.

Dans la même veine, les PPC ont aussi créé de la documentation s'adressant directement aux consommateurs, dont deux articles publicitaires pour les magazines *Coup de Pouce* et *Enfants*, ainsi que pour les équivalents de langue anglaise, *Canadian Living* et *Today's Parent*.

Un encart dépliant a aussi été créé et inclus dans l'édition d'octobre de ces magazines. Vous trouverez un exemplaire de cet encart destiné aux consommateurs dans ce numéro du bulletin *Le poulet canadien*. Des exemplaires supplémentaires de ce dépliant seront offerts aux offices provinciales; on pourra également en obtenir auprès des PPC.

Le fait de travailler de façon concertée face à des enjeux comme ceux-ci nous aidera à conserver la confiance des consommateurs à l'égard du poulet canadien.

Conseil national pour la protection des animaux

La première réunion annuelle du Conseil national pour la protection des animaux (CNPA) a eu lieu cet automne à Ottawa.

Le CNPA a été créé en août 2005 afin de « mettre en œuvre une démarche globale et stratégique, de promouvoir la protection des animaux d'élevage qui positionnera la chaîne de valeur en :

- optimisant les ressources et capacités au moyen d'une meilleure coordination
- ajoutant une valeur pour les intervenants par la collaboration, la communication et le partage des outils, des démarches, des connaissances, de l'information et de l'expérience
- facilitant les démarches proactives en matière de protection des animaux d'élevage »

Au moment de l'inauguration, dix-huit organisations étaient représentées au CNPA. Il y avait des représentants des groupes de producteurs (porc, lait, bovin, ovin, équin et autres), des transformateurs, des conseils pour les animaux d'élevage, des transporteurs, des vétérinaires, des organisations locales de protection des animaux, de l'industrie des services de restauration, des gouvernements provinciaux, des chercheurs universitaires et d'autres. Depuis, quatre organisations se sont inscrites au conseil, dont trois organismes du secteur avicole, Les Producteurs de poulet du Canada (PPC), l'Office canadien de commercialisation des œufs d'incubation de poulet à chair (OCCOIPC) et l'Office canadien de commercialisation du dindon (OCCD).

Gord Coukell (Producteurs laitiers du Canada) en était le président en 2005 et s'est retiré lors de la réunion de septembre. Edouard Asnong (Conseil canadien du porc) a été élu pour le remplacer. Danny Wiebe, président du Comité des soins aux animaux des PPC est le représentant des PPC au sein du CNPA.

Pendant sa première année, le CNPA a approuvé son plan d'affaires, son mandat et son protocole d'entente avec la Coalition canadienne pour la santé des animaux (CCSA). La CCSA fournit les services de secrétariat au CNPA. Le financement actuel du conseil provient du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire (PASCAA) d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada.

Le CNPA a concentré la plus grande partie de ses efforts sur la rédaction de lignes directrices et sur la révision des codes de pratiques pour le soin et la manipulation des différentes espèces d'animaux. Ces lignes directrices ont été acceptées par le Conseil en septembre. Le Code de pratiques pour le soin et la manipulation des bovins laitiers sera le premier mis à jour dans le cadre de ce nouveau processus.

Le rôle du CNPA concernant les programmes d'évaluation du soin des animaux a fait l'objet de nombreuses discussions autour de la table du CNPA pendant toute l'année à cause des avis partagés sur la question de la chaîne de valeur. À ce jour, aucun consensus sur le rôle du CNPA n'a été atteint.

Le CNPA a également participé à un effort de communication mixte avec quatre conseils provinciaux pour le soin des animaux (*Ontario Farm Animal Council, Manitoba Farm Animal Council, Farm Animal Council of Saskatchewan* et *Alberta Farm Animal Council*). Le « Projet d'inscription du bien-être des animaux d'élevage à l'ordre du jour du Canada » a été lancé afin d'assurer un partage coopératif de l'information, d'éviter le chevauchement des efforts et d'unifier l'industrie en une seule voix puissante sur les questions de soin des animaux d'élevage. On peut trouver plus d'information sur ce sujet à l'adresse : www.livestockwelfare.com.

Enfin, le CNPA a accepté le rôle de surveillant des tendances et initiatives des marchés internationaux et intérieurs, dont les activités du Groupe de travail sur le bien-être animal de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

Après une seule année d'existence, le CNPA en est toujours à trouver son rôle. Mais le conseil est sûr de réussir à travailler ensemble pour traiter efficacement des questions de bien-être animal au Canada.

Hommage

Les PPC ont le regret d'annoncer que notre collègue, Yvon Séguin, est décédé d'une crise cardiaque le dimanche 8 octobre 2006.

Yvon a généreusement contribué à l'industrie canadienne du poulet pendant les 20 dernières années. Les PPC ont souligné ses multiples contributions lors de notre réunion estivale à St. Andrews, Nouveau-Brunswick, au mois d'août.

Yvon a été témoin de plusieurs changements dans notre industrie et s'est fait de très nombreux amis au long des années. Yvon préparait sa retraite pour la fin de l'année et avait récemment passé la main de son poste de directeur des finances.

Yvon était un mentor de confiance, un collègue et un ami pour le personnel des PPC et pour d'innombrables autres qui ont travaillé avec lui au fil des années. Toutes nos condoléances à l'épouse d'Yvon, Louise, à son fils Jean-François et à ses deux petits-fils, Nicolas et Maxim.

Un service commémoratif a eu lieu le vendredi 13 octobre 2006 au salon funéraire Heritage à Orléans, Ontario. Plusieurs de nos amis et membres de l'industrie étaient présents pour y rendre un dernier hommage à sa mémoire.

Chérissez la douce mémoire que vous avez d'Yvon. Il nous manquera à tous.

EN BREF

Hé ! Y'a du nouveau : www.poulet.ca

La FCA présente son nouveau directeur général

La Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) est heureuse de présenter son nouveau directeur général, le Dr Justin To.

« Travailler avec tous les intervenants, toutes les parties et le gouvernement est une priorité pour relever les défis à venir, déclarait Dr To. »

Dr To a récemment achevé son doctorat en économie agricole au Collège d'agriculture de l'Ontario de la *University of Guelph*. Dr To a également une maîtrise en sciences agricoles de la *University of Guelph*.

Il prend la relève de Brigid Rivoire, partie occuper le poste de directrice générale de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance.

PFK rompt avec les gras trans

PFK Canada annonçait à la fin octobre qu'ils ne friront plus leur fameux poulet dans de l'huile contenant des gras trans.

Le président de *Priszm Canadian Income Fund*, propriétaire de PFK au Canada dit que la société a commencé à tester ce nouveau goût ici il y a environ six mois. À partir des résultats des tests et de deux années de recherche, il dit du canola qu'il est une solution faite au Canada et a promis que les consommateurs ne perdraient rien des « 11 herbes et épices » de la recette secrète du Colonel que l'on connaît depuis plus de 50 ans.

La nouvelle huile de cuisson réduira la quantité de gras saturé dans les produits de PFK Canada d'environ 40 pour cent.

KFC (É.-U.) annonçait récemment que tous ses 5 500 restaurants de poulet frit passeront à une huile de cuisson à base de soja sans gras trans d'ici la fin d'avril prochain.

On trouve naturellement les gras trans dans certains aliments de provenance animale et ils sont faits par la formation d'huiles liquides dans des gras semi-solides. Les professionnels de la santé disent qu'ils peuvent augmenter le taux de cholestérol et contribuer aux maladies cardiaques. On ne compte plus les polémiques au sujet de l'élimination de gras-trans et même que certaines villes les interdisent dans leurs restaurants (voir Nouveau règlement de New York dans cette colonne).

Les mères sont les vraies expertes

KFC des États-Unis a créé un comité consultatif de mères pour obtenir de l'information sur tout, des tendances qui touchent la famille aux nouvelles idées de produits. Des mères de différents milieux et parties du pays se joindront au nouveau comité consultatif de mères employées par *KFC*.

Les mères *KFC* comptent ! Le comité consultatif se réunira en personne deux fois par année, tiendra des téléconférences régulières et parrainera des réunions-soupers mensuels dans leur localité. La première tâche du groupe sera de travailler avec *KFC* pour créer une communauté en ligne en vue de réduire le stress quotidien des mères. Les mères pourront consulter le site Web, dont le lancement est prévu pour 2007, pour obtenir des trucs, participer à des Webémissions, à des tirages hebdomadaires et pour contribuer à un cyberbulletin.

Julienne Smith, auteure de *Food for Talk*, une boîte de recettes d'amorces de conversations qui favorisent les liens familiaux, fera également partie du comité à titre d'auteure experte.

« En tant que mère et auteure, je sais par expérience que les familles sont affamées de temps de qualité, affirme Mme Smith qui se décrit elle-même comme une « mère professionnelle ». Les repas sont une bonne occasion de renouer des liens et qui mieux que *KFC* peut nous rassembler autour de la table pour parler des moyens de rendre ce temps encore plus important. »

Nouveau règlement de New York – pas de gras trans

Un vote unanime du *Board of Health* [Commission de la santé] a fait de New York la première ville américaine à bannir des restaurants l'utilisation des gras trans artificiels, ce qui a soulevé plusieurs réactions tant des partisans que des opposants.

Maintenant et à quelques exceptions près, il sera interdit aux restaurants d'utiliser les graisses tartinables et les huiles à friture qui contiennent des gras trans artificiels à compter du 1er juillet 2007. Les aliments couverts par cette première ronde incluent les frites et le poulet frit.

Tous les autres aliments, dont les beignes, les biscuits et les tartes qui contiennent de l'huile végétale partiellement hydrogénée, devront être sans gras trans d'ici juillet 2008.

Annonce des gagnants des *Canadian Culinary Book Awards*

Les Producteurs de poulet du Canada ont coparrainé Cuisine Canada et le Gala des *Canadian Culinary Book Awards* tenu à Winnipeg le samedi 16 septembre.

Ces prix viennent consacrer l'excellence des livres culinaires canadiens et autres sur la nourriture et sont suivis par les chroniqueurs culinaires à travers le Canada ainsi que par les auteurs et les éditeurs de livres culinaires, les professionnels et les représentants de l'industrie. Certains grands professionnels des aliments, nommés juges, ont passé l'été à tester des recettes et à évaluer des livres de recettes.

Pendant la cérémonie, les PPC ont présenté les prix des catégories Livre ayant un intérêt spécial et Livre sur les breuvages.

Les prix Or de la catégorie Livre ayant un intérêt spécial ont été remportés par Pam Frier, *Laughing with my mouth full: tales from a Gulf Islands Kitchen*, et François Chartier, *À table avec François Chartier*. Les prix Argent de cette catégorie ont été remportés par Nazneen Sheikh, *Tea and pomegranates: a memoir of food, family and Kashmir*, et Richard Béliveau et Denis Gingras, *Les aliments contre le cancer: La prévention et le traitement du cancer par l'alimentation*.

Les autres commanditaires de cet événement étaient le Centre d'information sur le bœuf, *Fairmont Hotels & Resorts, Hain Celestial Canada, Harbinger Communications, Liaison College*, les hôtels Delta et *Inniskillin*.

La cérémonie comportait un magnifique souper préparé par cinq des premiers chefs des hôtels Delta à travers le pays, dont le premier chef de l'Hôtel Delta d'Ottawa. Le maître de cérémonie était Elizabeth Baird, figure emblématique de l'industrie culinaire canadienne et rédactrice culinaire du périodique *Canadian Living*.

Cuisine Canada est une alliance nationale des professionnels culinaires canadiens qui partagent un désir commun d'encourager le développement, la consommation et la reconnaissance des mets et breuvages de choix canadiens. Depuis plus de 140 ans, la *University of Guelph* contribue à la cuisine canadienne avec ses programmes en agriculture, en science de l'alimentation et en gestion hôtelière et touristique. Elle possède une des meilleures collections de livres de cuisine du Canada.

Prix 2006 du secteur canadien des productions animales en transfert technologique et service au public

Ce prix est présenté à un membre de la Société canadienne de science animale (SCSA) pour souligner un apport exceptionnel au secteur des productions animales en matière de transfert technologique, de leadership et de sensibilisation au domaine des productions animales. Ces contributions doivent se distinguer des contributions de recherche. Le lauréat du prix peut être à l'emploi de n'importe quel secteur de l'industrie canadienne des productions animales.

Lauréat 2006 : **Bryan Doig**
Saskatchewan Agriculture and Food
1192 -102nd Street
North Battleford, SK S9A 1E9
(306) 446-7477

Personnes qui ont présenté le candidat : **Duane McCartney et Jim Armstrong**

Commanditaires : **Les Producteurs de poulet du Canada**
Les Producteurs laitiers du Canada
Conseil canadien du porc

Mandat de la SCSA :

- Faciliter la découverte et la diffusion des connaissances en sciences animales au profit de la société.

Objectifs :

- offrir aux membres des occasions de partager des idées sur la recherche, l'enseignement et la vulgarisation des sciences animales
- promouvoir les politiques publiques en matière de sciences animales et sur l'industrie
- fournir de l'information sur les enjeux scientifiques et les politiques publiques sur l'industrie des productions animales

Bryan Doig est un des premiers spécialistes du bétail en Saskatchewan. Bryan a été agent de vulgarisation agricole et spécialiste du bétail pour *Saskatchewan Agriculture and Food* pendant les 26 dernières années. Bryan forge des équipes et est très professionnel, certain comme il l'est de ses déclarations et de ses conseils. Il a beaucoup de respect pour les professionnels de tous les domaines et comprend et travaille pour les agriculteurs afin de régler leurs problèmes.

Au long des années, Bryan a dirigé et fait la promotion de nombreuses innovations techniques pour le bétail, notamment pour l'industrie de l'élevage bovin en Saskatchewan et dans l'Ouest canadien. Il est très recherché pour ses conseils par les agents de vulgarisation, les agriculteurs et le personnel de l'industrie à travers l'Ouest canadien. Bryan a signé de nombreux feuillets d'information et publications.

De plus, il a développé des systèmes de gestion de la nutrition pour l'industrie du criblage et du bouletage, contribué à régler le problème des niveaux élevés de potassium et du déséquilibre minéral dans l'alimentation de la moulée frappée par la sécheresse ou du fourrage vert gelé, et a monté des systèmes de formation pour sensibiliser plus de 500 producteurs de bovins, vétérinaires et experts-conseils en alimentation à travers la Saskatchewan.

Il a rédigé des feuillets d'information et monté des systèmes de gestion pour ajouter de la valeur aux vaches de réforme pendant l'actuelle crise d'ESB, souligné la valeur alimentaire du canola gelé et contribué à monter un projet de recherche sur la gestion des niveaux de soufre dans le foin et les produits d'ensilage du canola.

En ce moment, Bryan travaille à l'expansion des marchés pour les sous-produits fourragers de l'industrie de l'éthanol.

Négociations officiellement suspendues... pour vraiment négocier !

Les rapports des médias sur la fin de l'ordre du jour de Doha sont prématurés. Plusieurs articles, après la suspension des négociations de Doha en juillet dernier, ont donné la fausse impression que les négociations ont complètement cessé et que tout est figé pour quelques années. Bien que les négociations aient été « suspendues officiellement » en juillet, il y a eu une forte augmentation des activités après les vacances d'été.

Que ce soit aux réunions de Cairns en Australie, à la réunion de l'APEC au Vietnam ou la création du Groupe Oslo (Norvège, Canada, Nouvelle-Zélande, Chili, Indonésie et Kenya) et du Groupe Buick (Australie, Canada, Chili, Hong Kong, Chine, Nouvelle-Zélande, Singapour et États-Unis), la détermination de conclure les négociations va croissant.

À la mi-novembre, les Membres ont « officiellement » reçu la bénédiction du directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, pour reprendre des discussions techniques « douces » sur toutes les questions à Genève. L'ombre de l'échec planant sur le Cycle de Doha, il n'y a pas d'autre issue que de remettre en marche la machine des négociations de l'OMC. Le Cycle de Doha pourrait devenir les premières négociations commerciales mondiales à s'effondrer depuis la Deuxième Guerre mondiale.

« Nous devons passer en deuxième vitesse, nous ne pouvons pas laisser refroidir le moteur, de dire un cadre commercial, mais cela exigera une décision politique importante des intervenants clés pour vraiment relancer les pourparlers. » C'est une chose de démarrer pour réchauffer la voiture, mais c'en est une autre de la préparer à transporter 150 passagers vers une destination finale qui demeure la préoccupation majeure de ces négociations multilatérales uniques.

Les Membres de l'OMC ont amorcé leur quête d'un « solide Accord de Doha » qui sera soumis au Congrès américain afin d'obtenir la prolongation temporaire de la *Trade Promotion Authority (TPA)* indispensable pour achever le Cycle d'ici la fin de 2007. Le président des négociations agricoles, Crawford Falconer, encourage les délégués à travailler en fonction de l'hypothèse qu'il faut conclure un accord de Doha d'ici la fin mars pour avoir une chance réaliste que la *TPA* soit prolongée.

Conclure cet accord d'ici le printemps est hautement optimiste compte tenu des écarts considérables entre la position des Membres sur plusieurs enjeux clés, dont le soutien intérieur et l'accès au marché. Il est probable que Pascal Lamy déposera un texte de compromis à la fin mars si rien n'est conclu dans les trois premiers mois des négociations.

Les Membres de l'OMC s'entendront-ils sur l'orientation ou la portée du compromis de Lamy ? Ce n'est pas certain. La seule chose sûre est que de nombreux membres de l'OMC sont impatients de conclure ce Cycle amorcé en 2001.

voir p.6 « Doha »

Suite de la page 5 « Doha »

Pas de quoi se vanter à Cairns

L'Australie a invité les membres du Groupe de Cairns (Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Paraguay, Philippines, Afrique du Sud, Thaïlande et Uruguay) à se réunir dans la ville de Cairns, là où le groupe a été créé il y a vingt ans. À part ses vingt ans d'existence, le Groupe de Cairns n'a pas grand-chose à célébrer.

Dirigé par l'Australie, le Groupe de Cairns représente les pays agricoles exportateurs. Au moment de sa création en 1986, l'Australie voulait créer une voix pour les pays de petite et moyenne taille pour les négociations en vue du Cycle d'Uruguay afin de devenir un intervenant important de plain-pied avec les États-Unis et l'Union européenne.

Vingt ans plus tard, le milieu du commerce international a changé et le Groupe de Cairns est plus reconnu pour son rôle historique. Bien que les États-Unis et l'UE soient toujours des intervenants clés des négociations, les pays comme le Brésil, l'Inde et la Chine sont devenus des intervenants de premier plan à l'OMC.

La création du G-20, qui représente les pays en développement ayant un grand intérêt dans les exportations agricoles, a miné le caractère unique du Groupe de Cairns. De plus, les fortes positions favorisant la rhétorique du libre-échange sans la moindre reconnaissance de la réalité du milieu commercial ont minimisé l'importance du Groupe de Cairns pendant les dernières années.

L'ancien Premier ministre de la Nouvelle-Zélande et ancien directeur général de l'OMC, Mike Moore, a confirmé cette impression en marge de la rencontre à Cairns dans une entrevue à la radio australienne : « Le Groupe de Cairns a malheureusement été mis de côté dans les dernières années à cause du nouveau groupe appelé G-20 qui représente les pays en développement menés par le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud. Il faut réaffirmer cette position mais voir également s'il existe des secteurs dans lesquels nous pouvons comprendre la situation de l'autre. »

Ce commentaire de Mike Moore vient souligner la position prise par le Groupe de Cairns. La poursuite du plan de libéralisation du commerce semble ignorer les réalités des secteurs agricoles et agroalimentaires des autres pays. En mettant toujours de l'avant des positions agressives, ils ont réduit leur contribution aux négociations qui ont vraiment besoin de ponts établis afin d'en arriver à un compromis.

Blair House : la suite… à venir bientôt

Blair House est la maison d'accueil officiel du Président des États-Unis à Washington. C'est également le nom de l'accord conclu entre les États-Unis et l'UE à la fin des négociations du Cycle d'Uruguay en 1993. Ce n'est qu'une fois que ces deux géants se soient entendus sur les disciplines du soutien intérieur et sur la création des catégories ambre, bleue et verte, qui fixent les limites de chaque catégorie de soutien qu'on a conclu un accord de l'OMC. Bien entendu, les 121 autres membres de l'OMC ont dû appuyer cette entente. Après tout, qui aurait voulu s'y opposer et prendre le risque d'être blâmé d'avoir bloqué un accord « historique » ?

Après cinq ans de négociations, les membres de l'OMC se retrouvent dans une situation semblable. Bien que plusieurs groupes ou coalitions aient fait circuler des propositions pendant ces années, l'attention était fixée sur le G-6 composé de l'UE, des États-Unis, du Japon, de l'Australie, du Brésil et de l'Inde. Ce groupe choisi qui représente diverses coalitions de pays en développement et industrialisés, de protectionnistes et de libre-échangistes a été le principal forum pour faire avancer les négociations pendant la dernière année.

Mais au moment de la réunion ministérielle à Genève, en juillet 2006, il était évident pour tous les membres de l'OMC que même le G-6 devenait trop gros et que les autres membres de la coalition devenaient des observateurs des négociations États-Unis-UE. Ces derniers n'ont pas la même latitude qu'en 1993 d'imposer une entente à l'OMC, puisque des pays comme le Brésil, l'Inde et la Chine sont devenus influents dans les négociations, mais tout le monde n'en attend pas moins que les États-Unis et l'UE mettent fin à l'impasse.

Les négociations ont été suspendues surtout parce que les États-Unis et l'UE ne veulent pas faire le premier pas. Les États-Unis exigent plus de concessions de l'UE sur l'accès au marché et l'UE attend que les États-Unis baissent les niveaux de soutien intérieur avant de régler la question de l'accès au marché. Et que les résultats potentiels plaisent ou non, les membres de l'OMC pourraient être forcés de les accepter ou d'être blâmés d'avoir bloqué ou fait échouer les négociations d'un autre accord « historique ».

Hé ! Y'a du nouveau : www.poulet.ca

Adresse des PPC :
1007-350, rue Sparks
Ottawa, ON K1R 7S8
Tél : 613-241-2800
Téléc : 613-241-5999
www.poulet.ca

Réviseur :
Marty Brett
mbrett@poulet.ca
613-566-5926

Création/Graphiste :
Marie Murphy
mmurphy@poulet.ca
613-566-5910